



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° AE-F09321P0262 du 08/10/2021
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 24/08/2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09321P0262, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour 15 lots à bâtir sur la commune de Bagnols-en-Forêt (83), déposée par Monsieur Claude René SCHWARTZ, reçue le 02/09/2021 et considérée complète le 08/09/2021 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 08/09/2021 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 47a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement des parcelles cadastrées B113, B120, B1412, B1509, B1510 et B1545 sur une superficie de 21 120 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectifs la viabilisation de lots à bâtir et la création de voies de desserte ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone naturelle constituée d'une pinède et en zone Uda du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur,
- dans l'aire de répartition de la Tortue d'Herman, espèce menacée et protégée, de sensibilité moyenne à faible, faisant l'objet d'un plan national d'action (PNA),
- à proximité immédiate de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique terre de type II n°930012580 « Moyenne et haute vallée du Reyan et bois de Bagnols » ;

Considérant que le projet est soumis à demande d'autorisation de défrichement et que dans ce cadre un diagnostic succinct ciblé sur la Tortue d'Hermann sera réalisé, conformément à la note préfectorale du 4 janvier 2010 relative à la prise en compte de la tortue d'Hermann dans les projets (disponible sous le chemin http://www.paca.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/pnathh_projets_04012010_cle02194f.pdf) ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement des parcelles cadastrées B113, B120, B1412, B1509, B1510 et B1545 situé sur la commune de Bagnols-en-Forêt (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à monsieur Claude René SCHWARTZ.

Fait à Marseille, le 08/10/2021.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Véronique LAMBERT

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire

Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).